

# Utilisons la grève du 29 mars pour affirmer nos revendications

La loi de « compétitivité » qui limite les augmentations de salaires sur base de comparaisons avec les pays voisins est écrite et réécrite sous la pression des patrons. Dernier exemple en date : cette loi interdit de tenir compte des 8,4 milliards de subsides salariaux reçus par les entreprises et des 2,8 milliards de réductions de cotisations patronales du Tax shift. Cet argent reste dans le coffre des entreprises mais il est compté comme s'il était payé aux salariés...

Aucune loi par contre ne limite les dividendes que peuvent se payer les actionnaires. En 2019, les dividendes des entreprises du BEL 20 se sont élevés à 135% des bénéfices ! Des dividendes plus élevés que les bénéfices, comment est-ce possible ? En prenant sur les fonds propres de l'entreprise ou en empruntant pour les payer ! Même en temps de crise économique ou de crise sanitaire, la classe capitaliste s'en met plein les poches au détriment des travailleurs et de toute la société, pour préserver, voire augmenter ses profits quoi qu'il arrive. Les suppressions d'emplois continuent, même dans des grands groupes qui font d'importants bénéfices. Depuis le début de l'année, Solvay annonce 100 suppressions d'emplois en Belgique, Nokia supprime 86 emplois sur son site d'Anvers, L'Oréal en supprime 125 à Bruxelles... Même la firme pharmaceutique Pfizer, qui prévoit des bénéfices exceptionnels grâce à son vaccin, annonce des licenciements sur son site logistique de Zaventem.

Souvent, les travailleurs qui restent subissent une accélération des cadences et surtout, de la flexibilité. Pour ne pas embaucher, les patrons imposent des heures supplémentaires en semaine ou le week-end. Les volumes de ventes augmentent, comme dans la distribution ? Il faut courir, occuper plusieurs postes, renoncer à des congés.

Dans les secteurs les plus impactés par les conséquences de la crise sanitaire, ce sont carrément les salaires qui sont mis sous pression, comme chez Ryanair qui impose des baisses de salaires par un chantage aux suppressions d'emplois.

Les travailleurs du privé subissent directement les attaques des patrons pour maintenir les profits. Le gouvernement mène la même politique vis-à-vis de ceux

du secteur public. Pour dégager le maximum de fonds pour faire des cadeaux aux riches et aux actionnaires, les gouvernements rognent sur les budgets publics. Quels moyens, par exemple, ont consacré les gouvernements à accroître les capacités des unités Covid depuis mars 2020 ? Quasiment aucun ! Le re-confinement actuel imposé à la population est une réponse accablante. Dans les écoles, les enseignants voient se succéder une pluie de protocoles sanitaires, pondus par les ministres en un weekend. Mais quels budgets ont été débloqués pour avoir du savon, des sanitaires propres, des salles de classes ventilées ? Aucun !

Les gouvernements font également payer la pénurie de vaccins, causée par le monopole de quelques firmes pharmaceutiques, en imposant des restrictions à la vie sociale, aux déplacements, aux loisirs, aux manifestations. La vie de ceux qui ont un travail se résume à des transports bondés et des ateliers ou des bureaux où le rendement prime sur les règles sanitaires, puis se re-confiner à la maison.

Quant à tous ceux qui n'ont pas de travail, ou qui galèrent entre deux petits contrats, ils ont désespérément besoin d'un emploi et d'une paye correcte et régulière. C'est impossible avec la crise du Covid ? Mais avant, ce n'était pas beaucoup mieux pour trouver un emploi ! L'argent existe pourtant pour partager le travail existant entre tous pour que personne ne se retrouve sans emploi et sans salaire. Le journal patronal l'Echo rapporte que 40 milliards d'euros non déclarés rapatriés des paradis fiscaux dorment sur des comptes bancaires en Belgique. Et ce n'est qu'une petite partie des profits accumulés grâce à la pression mise sur les travailleurs.

Bien sûr, pour arracher des embauches, des salaires corrects pour tous, des pensions qui permettent de vivre, il faudra que les travailleurs se donnent les moyens de contrôler où s'en va l'argent tiré de leur exploitation. Et la journée de grève du 29 mars ne peut suffire pour cela. Mais il y a tellement de raisons pour se mettre en grève avec ses collègues, pour dénoncer les bas salaires, les cadences, les suppressions d'emplois, dans le public comme dans le privé ! Profitons de l'appel syndical pour mettre en avant nos revendications et nous préparer à nous défendre sérieusement.

Quelle autre perspective pour les travailleurs que de se battre collectivement, plutôt que de subir les reculs d'une société capitaliste de plus en plus injuste et oppressive ?